

Courtois, le stade national jusqu'à l'obsession

Le dossier de l'Eurostadium ne cesse de rebondir. Au cœur de celui-ci, l'homme qui le symbolise : Alain Courtois, échevin bruxellois des Sports. Portrait d'un ambitieux qui divise.

J'ai décidé de me lancer en politique quand Louis Michel m'a contacté. Il m'a demandé si je voulais jouer en première ou deuxième division. C'est du vocabulaire qui me parle. Bien sûr, j'ai choisi la première division. » Cette anecdote d'Alain Courtois, l'échevin des Sports de la Ville de Bruxelles (MR), en dit long sur l'homme au centre du projet de stade national, censé s'ériger sur le parking C d'ici l'Euro 2020. Un dossier qui va de rebondissement en rebondissement, entre coup de bluff du potentiel locataire du stade (le RSCA) et péripéties rocambolesques autour d'un chemin vicinal à Grimbergen. Jusqu'à la révélation de l'existence de terrains devant être cédés par la Région flamande (lire ci-contre).

Alain Courtois répète à l'envi qu'il ne fait qu'appliquer une décision prise par la Région bruxelloise. Trop modeste : il est le moteur d'un projet qu'il défend depuis... les années 80.

Le libéral ne s'en cache pas : le stade, chez lui, c'est une « obsession ». Un de ses fondamentaux. Qui s'invite dans sa carrière dès le début. Au lendemain du drame du Heysel, qui fait 39 morts et des centaines de blessés en 1985, le licencié en droit quitte sa fonction de substitut du procureur du Roi pour rejoindre l'Union belge de football en tant que secrétaire général. Mission : régler l'épineux dossier des intérêts civils des victimes. « J'étais l'homme de sport, et Alain Courtois le juriste, nous étions très complémentaires », se souvient Michel D'Hooghe, ancien président de l'Union. Alain Courtois reste 13 ans au sein de l'Union, période au cours de laquelle il organise, avec les Pays-Bas, l'Euro 2000.

L'intégration par le sport

Après un passage éclair (un an) à la tête du Sporting d'Anderlecht, c'est le grand tournant : il se lance en politique, contacté, on l'a dit, par Louis Michel,

alors vice-Premier ministre. Un secteur qui ne lui est pas tout à fait inconnu, puisqu'il a fait ses premières armes au cabinet de Jean-Louis Thys, ancien bourgmestre PSC (l'actuel CDH) de Jette. Sa carrière politique décolle : il est député fédéral MR puis sénateur.

Ses sujets de prédilection : le sport évidemment, mais aussi la justice, la sécurité et ce qu'il appelle « la lutte contre l'intégrisme et le communautarisme ». Et qu'on partage ses idées ou pas, Alain Courtois a une ligne et il s'y tient. Il reste fidèle à lui-même quand il ramène le MR dans la majorité de la Ville de Bruxelles en 2012 (son grand fait d'armes politique, selon ses adversaires et ses alliés) : il obtient, sans grande surprise, le maroquin du Sport. Et celui de l'Etat civil, où il se fait remarquer pour sa lutte contre les mariages blancs et son refus de marier les couples dont l'épouse refuse de lui serrer la main pour des raisons religieuses.

Ce proche du clan Michel a donc un profil politique très marqué à droite, qui ne plaît pas à tout le monde : « Il représente un homme politique d'une autre époque, très conservateur et traditionnel, juge ainsi Marie Nagy, conseillère communale Ecolo. Les énergies renouvelables, le vélo, les transports publics... sont autant de sujets qu'il ne voit pas comme des opportunités, y compris dans le développement socio-économique du pays. » Et de prendre pour exemple les propos récents d'Alain Courtois sur l'avenue Franklin Roosevelt : il a menacé de « s'y coucher » si la Région bruxelloise menait à bien son projet de réduction de l'espace consacré aux voiries automobiles.

Une vision libérale-réformatrice qui vire parfois à l'élitisme, selon Fabian Maingain (Défi), qui en veut pour exemple sa politique sportive à Bruxelles. Un positionnement assumé par le principal intéressé, qui assure toutefois ne pas se limiter à cela : « Si je

n'avais qu'une vision élitiste du sport, je ne ferais pas la zumba sur la Grand-Place. Mais c'est vrai que si pendant le 100 mètres rue que j'organise, un gamin du quartier fait un super chrono et qu'il rentre dans un club après, c'est une victoire. » Alain Courtois est convaincu que le sport doit être défendu « pour les jeunes, pour l'intégration sociale ». Lancez-le sur le sujet, vous ne l'arrêterez plus.

Il rêve en grand

C'est un point sur lequel tout le monde se rejoint : Alain Courtois a des convictions. Il ose rêver, et il rêve en grand. « Il fonce, il s'enthousiasme, il veut que la Belgique soit ambitieuse. Je pense qu'il est sincère dans son engagement et dans ses rêves de grands projets pour Bruxelles », commente cette source sportive. Mais cette ambition verse, pour certains, dans la démesure. « Vouloir absolument un stade de 60.000 places alors que 45.000 seraient suffisantes, c'est de la mégalomanie pure et simple », poursuit la même source, lui reprochant d'utiliser le stade pour poursuivre des projets personnels (un positionnement en vue d'un mayorat à la Fifa). Sur RTL, l'échevin a carrément été surnommé « l'Erdogan du football ».

Des allégations que le libéral rejette en bloc : « Je porte cette idée depuis 87. Si c'était juste dans mon intérêt, j'aurais déjà laissé tomber... Je trouve juste que ce pays mérite un stade national. » L'incapacité de la Belgique à investir dans de grandes infrastructures sportives l'a toujours irrité. Il se souvient d'avoir apporté lui-même un clou pour accrocher le portrait du roi Baudouin à l'inauguration du stade du Heysel, fraîchement rénové en 1995... « Ce pays est tellement grandiose qu'il ne prévoit même pas un portrait du roi dans un stade qui porte son nom ! »

Alain Courtois se bat pour que tout ce-

la change, non sans difficultés ou sans échecs. Son projet de candidature conjointe de la Belgique et des Pays-Bas pour la Coupe du monde 2018 n'a pas eu les résultats espérés. En 2012, le libéral est pris dans la tourmente « Irisport », du nom d'une ASBL qu'il dirige et qui a bénéficié de subsides régionaux pour l'organisation d'une journée sportive en 2007. Il ne serait pas passé par des marchés publics pour les sous-traitants, dont l'un est une société lui appartenant. Un juge d'instruction a été désigné à l'époque. Mais Courtois se refuse à tout commentaire sur le sujet.

« Gnagnastyle »

Quant au stade, il fait l'objet de nombreux reproches de la part de l'opposition à la Ville de Bruxelles : la déclaration de l'échevin selon laquelle le stade ne coûterait pas un euro public, la mauvaise négociation de l'emphytéose avec Ghelamco, le cabinet d'avocats désigné sans marché public classique, les complications dans le dossier du chemin vicinal... Et lorsque le RSCA a annoncé son retrait du projet en l'état, Fabian Maingain (Défi) y a vu un constat d'échec de la « méthode Courtois », entre « précipitation et opacité ». Des critiques que le principal intéressé balaye : « S'il y a vraiment eu de l'amateurisme comme certains le prétendent, on serait déjà au Conseil d'Etat. Ce n'est pas le cas. »

Mais Hamza Fassi, conseiller communal CDH, n'en démord pas : pour lui, Alain Courtois s'est reposé sur ses lauriers : « Il est arrivé avec une notoriété, une reconnaissance dans son milieu. Sur papier, une vraie plus-value pour la

Ville. Mais il agit comme si son carnet d'adresses et sa notoriété dans le monde du foot allaient suffire à porter le projet. Il n'a pas mis les mains dans le cambouis. Il donne l'impression d'être au balcon, d'agir en retard pour rattraper les problèmes au lieu de les devancer. »

Alain Courtois s'étonne de la tournure émotionnelle que prend le dossier. C'est ce contexte politico-médiatique survolté qui l'a amené à déclarer, en tant que journaliste de la RTBF : « J'en ai ras le bol des gens négatifs en permanence, des gnagnagna et gnagnagna, des "y à qu'à" et des "y a pas", ça suffit maintenant ! » Une saillie au bel accent bruxellois qui lui a valu quelques parodies sur le web (c'est le « gnagnastyle ») et un Albert d'honneur remis par la RTBF. L'échevin est pourtant connu pour sa capacité à ne jamais élever la voix. Mais là, c'était trop : « C'était le 20^e journaliste qui me disait que ça n'allait pas marcher. A un moment, la question c'est : est-ce que vous, vous voulez que ça marche ? Moi, je trouve que la Belgique et Bruxelles, capitale de l'Europe, ont droit à ce stade. »

Il conclut : « Ça a toujours été un dossier sensible, au même titre que la famille royale. Est-ce qu'on n'a pas d'autres soucis dans ce pays que d'avoir une attitude pour ou contre le stade ? » Pourtant, dans le monde politique et sportif, certains lui renvoient l'ascenseur et jugent que c'est Alain Courtois lui-même qui rend le dossier émotionnel, tant il en fait une obsession...

Quoi qu'il en soit, la partie en cours pour la construction du stade se rapproche dangereusement du coup de sifflet final. Et il n'y aura pas de minutes additionnelles pour l'Euro 2020. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

EN RÉGION FLAMANDE

La N-VA face à ses responsabilités

Alors que l'épisode du chemin vicinal fantôme vient à peine d'être résolu, un nouvel obstacle potentiel se dresse sur la route du stade national. Il s'agit de deux parcelles de terrain, bien réelles cette fois, qui appartiennent à la Région flamande et qui doivent être cédées pour que la construction de l'enceinte soit possible. Il est prévu d'y installer des accès au parking et un sentier piétonnier et cyclable. D'après *Het Laatste Nieuws*, l'administration flamande a donné, dès janvier 2015, son feu vert à la cession d'une des deux parcelles, selon un mail envoyé au promoteur Ghelamco. Selon le ministre de tutelle, Ben Weyts (N-VA), l'administration s'est juste déclarée disposée à discuter d'une vente des terrains. « Je ne déciderai d'une éventuelle vente qu'après des toutes les procédures auront été bouclées. Nous examinerons à ce moment-là la portée du projet et dans quelle mesure il correspond aux engagements que le gouvernement a pris à l'époque », a-t-il déclaré.

Notons que la N-VA s'est bien gardée de révéler, jusqu'à présent, qu'elle disposait d'un levier directement lié au projet - en Flandre, c'est plutôt la ministre de l'Environnement CD&V Joke Schauvliege qui est en première ligne. Et pour cause : cela risque d'être compliqué pour la N-VA de céder les terrains alors qu'elle a toujours été très critique sur le projet de stade. « La N-VA a toujours refusé de prendre ses responsabilités sur le stade dans le gouvernement flamand. Maintenant, il est clair que ce projet ne peut se faire sans son accord », observe Arnaud Versaete, député bruxellois Groen.

A.-C.B.